

EN 2019, LE CHOIX D'UNE EUROPE DURABLE AU SERVICE DE SES CITOYENS, DE SON INDUSTRIE ET DU CLIMAT

Manifeste du secteur électrique français pour les élections européennes

UN DOUBLE CONSTAT : L'URGENCE CLIMATIQUE ET SOCIALE

En Europe et partout dans le monde, le réchauffement climatique conduit à un nombre croissant de catastrophes naturelles, entraînant des coûts importants pour l'ensemble de la collectivité et laissant présager des déplacements de population encore plus nombreux dans les prochaines années.

L'urgence climatique nécessite d'accélérer la transition vers un monde durable. Les citoyens européens appellent d'ailleurs à un sursaut écologique, exprimant des attentes importantes pour réduire l'impact environnemental de notre économie et consommer moins, mieux et à moindre coût.

L'ÉLECTRICITÉ : UNE ÉNERGIE AU SERVICE DES CONSOMMATEURS EUROPÉENS

Produite à partir de sources renouvelables ou de moins en moins carbonées grâce aux innovations technologiques, l'électricité est un des vecteurs-clés de la transition écologique. Elle permet de réduire les émissions des secteurs encore trop polluants, comme le transport, le bâtiment ou l'industrie. Les progrès réalisés en matière de stockage, d'énergies renouvelables, d'objets connectés et de domotique, ainsi que de mobilité propre améliorent la qualité de vie des Européens, permettent de mieux maîtriser leur consommation d'énergie tout en préservant leur confort et leur santé.

FAIRE DE L'EUROPE UN PROJET DE SOCIÉTÉ DURABLE ET SOLIDAIRE

La révolution en cours dans le secteur de l'énergie génère d'ores et déjà plusieurs bénéfices socioéconomiques : création d'emplois stables et non-délocalisables, faible impact sur l'environnement. L'Europe a donc intérêt à faire de la transition écologique sa priorité, et de l'atteindre à moindre coût, à la fois pour remobiliser les citoyens autour d'un projet de société durable et solidaire, mais aussi peser sur la scène internationale face à la concurrence mondiale, et notamment celle de la Chine et des Etats-Unis.

UN RÔLE DE LEADER POUR LA FRANCE DANS L'EUROPE DE L'ÉNERGIE

La France doit être leader dans la construction de l'Europe de l'énergie. Elle dispose pour cela d'atouts majeurs : un des mix électriques les plus décarbonés d'Europe, une filière électrique d'excellence, regroupant des entreprises de toutes tailles engagées dans la transition énergétique et au savoir-faire mondialement reconnu.

La France est également un pays qui innove constamment. Elle possède des compétences fortes dans les technologies indispensables à la transition énergétique et aux besoins de l'économie et de la société de demain : numérisation des réseaux, mobilité électrique, infrastructures énergétiques ...

10 RECOMMANDATIONS POUR REDONNER CONFIANCE EN UNE EUROPE DURABLE ET SOLIDAIRE

Le Parlement européen de 2019 aura l'opportunité de redonner confiance en une Europe à la fois protectrice, compétitive et durable. L'enjeu est à la fois politique, économique, social et climatique. La France peut clairement apporter une contribution active à ce projet européen, en s'appuyant sur ses atouts et en mobilisant l'ensemble de ses acteurs – pouvoirs publics, industriels et société civile.

La filière électrique française, forte de compétences reconnues dans tous les domaines, est une filière stratégique prête à travailler en ce sens avec les futurs députés français à Bruxelles et formule 10 recommandations structurées autour de 3 grands objectifs.

1 FAIRE DE L'ÉNERGIE BAS CARBONE, ET PLUS PARTICULIÈREMENT DE L'ÉLECTRICITÉ, UN DES LEVIERS POUR UNE EUROPE DURABLE, COMPÉTITIVE, SOLIDAIRE ET JUSTE

La transition écologique est source de nombreuses opportunités en termes de création d'emplois et de développement industriel. L'Europe a l'opportunité de se saisir de cette transition afin de garantir que ce soient les citoyens et les entreprises européennes qui en bénéficient, en soutenant une politique industrielle bas-carbone européenne permettant de créer les technologies vertes de demain sur son sol et en accompagnant les mutations sociales que connaissent ses territoires.

01 GARANTIR UNE TRANSITION JUSTE

Garantir une transition écologique juste au niveau européen en redistribuant une partie des revenus issus de la taxation des quotas d'émissions de carbone au profit des acteurs et des territoires les plus impactés par la transition (création d'un « Fonds de Transition Juste »).

02 PRÉPARER LES EMPLOIS DE DEMAIN

Anticiper et préparer les emplois de demain, et accompagner les territoires dans le cadre de la transition énergétique en s'appuyant sur des démarches tangibles déjà lancées telles que celle entreprise par la filière électrique française, sous l'égide du ministère du travail et du ministère de la transition écologique et solidaire (accessibilité à la formation ; développement de l'apprentissage tout au long de la vie ; transversalité des emplois et des compétences/mobilité entre secteurs...).

03 FAVORISER LE LEADERSHIP EUROPÉEN

Faire évoluer le cadre réglementaire de l'UE, notamment en matière de règles de concurrence, afin de favoriser le leadership européen dans les secteurs de l'énergie et du numérique, et permettre la création de nouvelles sources de valeur et d'emplois dans le cadre de la transition énergétique.

2

FIXER LE CAP DE LA TRANSITION CLIMATIQUE EN EUROPE SUR LE LONG-TERME ET PRÉPARER DÈS AUJOURD'HUI LES TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

Face aux conséquences économiques et de santé publique du changement climatique, les prochaines années seront déterminantes pour que l'Europe réduise rapidement ses émissions et respecte ses engagements climatiques. Il faut pour cela mobiliser l'ensemble de l'économie européenne et adapter le cadre réglementaire des infrastructures énergétiques aux nouveaux enjeux.

04 ENCOURAGER LA NEUTRALITÉ CARBONE

Soutenir un objectif européen de neutralité carbone d'ici 2050, afin de mobiliser sur le long-terme tous les secteurs de l'économie, dans une approche soutenable pour le consommateur. **Cet objectif doit être assorti de trajectoires sectorielles**, notamment en termes d'électrification, de déploiement de l'efficacité énergétique et des usages bas carbone, en particulier les énergies renouvelables, dans les **bâtiments**, la **mobilité** et **l'industrie**.

05 GARANTIR UN APPROVISIONNEMENT SÛR

Mettre en place un cadre réglementaire adapté au développement des nouvelles sources de flexibilité, afin de garantir la sécurité d'approvisionnement d'un système électrique plus décentralisé et plus renouvelable, et des procédures de déploiement plus simples, permettant une meilleure réception des infrastructures par le public.

06 RENFORCER LA CYBERSÉCURITÉ

Prendre en compte l'évolution des menaces, notamment en termes de cybersécurité, et le développement du secteur énergétique en adoptant une approche systémique. L'ensemble du système électrique doit être considéré comme une infrastructure critique : les activités industrielles de production, le transport, la distribution et la consommation. Les dépendances croisées entre les différents secteurs doivent être également couvertes pour assurer une plus grande sécurité du système.



3

INTÉGRER L'AMBITION CLIMATIQUE DE L'UE DANS TOUTES LES POLITIQUES DE L'UNION

La transition vers une économie européenne propre nécessite de mettre en place un cadre favorisant la création des nouvelles technologies bas-carbone de demain, et de donner les incitations nécessaires, aux consommateurs comme aux industries, pour permettre leur plein développement. L'Europe pourra ainsi conforter son leadership climatique et favoriser l'export de ses normes et technologies.

07 DONNER LA PRIORITÉ À LA R&D

Définir une stratégie européenne de recherche et innovation prospective ciblée en priorité sur le développement de technologies bas carbone.

08 ASSURER UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE

Mettre en place une fiscalité énergétique équitable, qui ne pénalise plus les sources d'énergies faibles en carbone, et planifier une trajectoire de taxation des émissions de carbone de plus en plus élevée à court, moyen et long-termes, afin d'encourager l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

09 INFORMER LE CITOYEN

Mettre en œuvre une information transparente, lisible et accessible sur l'empreinte carbone et la soutenabilité environnementale des services et produits mis sur le marché européen afin de permettre à chacun des choix plus éclairés.

10 DÉFENDRE LES NORMES EUROPÉENNES

Défendre les normes environnementales européennes dans les accords commerciaux que l'UE conclut avec les Etats-tiers.